
Le marché des crédits aux consommateurs au Japon / Political economy of Consumer Credit market in Japan

Adrienne Sala*¹

¹Japan Research Center (CRJ) – Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) – France

Abstract (in French and English)

Dans le contexte de croissance économique et de rattrapage industriel du Japon, le manque d'institution de crédit adressée aux consommateurs et aux PME permet au marché non bancaire de se développer. Les prêteurs d'argent (*kashikingyōsha*) n'exercent pas leur activité sur un marché noir du crédit, néanmoins le faible encadrement légal de leur activité explique, qu'à partir des années 1970, on constate une augmentation des scandales liés aux pratiques illicites de certains prêteurs, conduisant à des situations d'endettement pouvant atteindre des niveaux insoutenables (*sarakin mondai*). La prolifération du nombre de prêteurs démontre qu'il existe une demande dont la hausse représente aussi une source de préoccupation économique et sociale à laquelle le gouvernement ne semble pas répondre, comme le montre la très controversée loi d'encadrement de l'activité des prêteurs, votée en 1983, vivement critiquée par les associations d'avocats. Plusieurs chercheurs ont montré que les mesures légales de protection du consommateur étaient faiblement développées en partie à cause de la coalition qui unit le gouvernement au secteur privé. Malgré une forte médiatisation par la presse du problème de la montée de l'endettement sur le marché des *sarakin* durant les périodes qui ont précédé le vote de la loi d'encadrement de l'activité des prêteurs en 1983, le dispositif législatif ne comporte aucune mesure de protection des emprunteurs. Les prêteurs ne sont pas non plus les grands gagnants de cette loi. Les banques, elles, ont profité du nouveau cadre légal pour entrer sur le marché des crédits au cours des années 1980. Suite à l'éclatement de la bulle financière et immobilière, les banques se sont à nouveau retirées du marché, et les *sarakin* ont regagné des parts de marché, entraînant un retour du problème du surendettement. Il faut attendre plus d'une décennie pour que les actions conduites par la société civile, en faveur d'un meilleur dispositif d'aide aux personnes surendettées et de mesures légales qui protègent les emprunteurs, conduisent à des changements majeurs de la politique du crédit du gouvernement. In Japan, scholars' interest about consumer credit market and increase of over-borrowing has been low partly due to the myth of Japanese households being high savers. Until recently the Japanese consumer credit market's backwardness was the origin of social and economic problems (suicide, crime, data privacy, overindebtedness, ...). Japanese government's response to scandals involving illegal credit business practices took almost three decades. Many researchers described the Japanese consumer policy as the product of a close industry-state interaction. For a long time, industry was uniformly opposed to any consumer protection policy. Through a combination of industry lobbying, campaign financing, direct interaction with compliant government agencies and informal ties to elected officials, industry is said to dictate the outcome of national regulatory policy (Vogel, 1995). The Japanese consumer credit market is a particularly interesting case,

*Speaker

and surprisingly less analyzed. Our presentation aims at identifying the coalition of interests that shaped the market's development. For example moneylenders were left almost entirely outside of the policy process for the first regulation in 1984 and for its revision in 2006. At the same period commercial banks developed their own offer of credit, taking market share from moneylenders. Theory of consumer policy argues that in the Japanese regulatory policymaking, legal protection is relatively weak and access to legal recourse in case of injury proves difficult (Trumbull, 2012). However collective actions led by advocates at the local and national level, highly covered by media, resulted on major institutional changes such as the revision of the Bankruptcy Law that eased the legal process and lowered the social stigma. In this study of consumer credit regulation we test the theory of the industry-state coalition and to which extent the civil society influenced the policy process by increasing the legal protection of the consumer.

Keywords: marché du crédit, politique du crédit, endettement, changement institutionnel, japanese consumer credit, consumer policy, institutional change, indebtedness